



CHAPITRE 80

CHAPTER 80

Loi concernant l'instruction publique dans
la cité de Sherbrooke

An Act respecting education in the city
of Sherbrooke

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

[Assented to, the 10th of March, 1949]

Préam-
bule.

ATTENDU que le Bureau des commis-
saires d'écoles catholiques romains
de la cité de Sherbrooke a, par sa pétition,
représenté que ses revenus sont insuffi-
sants pour rencontrer les exigences de ses
écoles, et qu'il est devenu nécessaire de les
augmenter;

Attendu que le Bureau des commis-
saires d'écoles protestants de la cité de Sher-
brooke a concouru également de revenus
additionnels pour lui permettre la cons-
truction et l'entretien d'écoles addition-
nelles;

Attendu que le Bureau des commissai-
res d'écoles protestants de la cité de Sher-
brooke a concouru dans ladite demande
et l'a approuvée;

Attendu qu'il est à propos de faire droit
à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du
consentement du Conseil législatif et de
l'Assemblée législative de Québec, décrète
ce qui suit:

Interpré-
tation:

1. 1. Pour les fins du présent article,
à moins que le contexte ne présente un
sens différent:

"ache-
teur";

a) "acheteur" désigne toute personne
qui acquiert d'un vendeur, par une vente
en détail dans le territoire ci-dessous men-
tionné, un bien mobilier;

"bien mo-
bilier";

b) "bien mobilier" signifie tout bien
qui n'est pas un immeuble d'après les lois
de cette province et comprend le gaz et

Preamble.

WHEREAS the Board of Roman Ca-
tholic School Commissioners of the
city of Sherbrooke has, by its petition,
represented that its revenues are insuffi-
cient to meet the requirements of its
schools, and that it has become necessary
to increase them;

Whereas the Board of Protestant School
Commissioners of the city of Sherbrooke
also needs additional revenues to enable
it to construct and maintain additional
schools;

Whereas the Board of Protestant School
Commissioners of the city of Sherbrooke
has concurred in the said prayer and has
approved same;

Whereas it is expedient to grant the
prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice
and consent of the Legislative Council and
of the Legislative Assembly of Quebec,
enacts as follows:

Interpre-
tation:

1. 1. For the purposes of this section,
unless the context implies a different
meaning:

a. "purchaser" means any person who
acquires from a vendor moveable property
at a retail sale in the territory hereinafter
mentioned;

b. "moveable property" means all prop-
erty which is not considered immovable
by the laws of the Province, and includes

"move-
able pro-
perty";

l'électricité et aussi le service local de téléphone seulement;

"person-
ne";

c) "personne" désigne et inclut tout individu, compagnie, corporation, succession, association, séquestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent;

"prix de
vente";

d) "prix de vente" ou prix d'achat" signifie le prix en argent et aussi la valeur de services rendus, la valeur réelle de l'objet échangé et toute considération ou prestation acceptée par le vendeur comme prix, de l'objet du contrat de vente. Ceci inclut tous frais d'installation de l'objet vendu, tous frais d'intérêt, de finance et de service, tous frais de douane, d'accise et de transport, même si aucune mention distincte n'en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur;

"vente";

e) "vente" comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, un échange, un bail et tout autre contrat, où, pour un prix ou toute autre considération, une personne livre ou s'oblige à livrer à une autre personne un bien mobilier;

"vente en
détail";

f) "vente en détail" signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;

"usager";

g) "usager" signifie toute personne qui, dans le territoire, utilise, un bien mobilier pour son usage propre ou pour l'usage de toutes autres personnes à sa charge;

"ven-
deur";

h) "vendeur" signifie toute personne qui vend en détail, dans le territoire, quelque bien mobilier pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;

"terri-
toire";

i) "territoire" signifie le territoire compris dans les limites de la cité de Sherbrooke;

"cité".

Taxe de
vente au-
torisée.

j) "cité" signifie la cité de Sherbrooke.
2. Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke peut imposer par règlement et prélever, à compter du 1er mai 1949, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas un pour cent du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y com-

gas and electricity, and also local exchange telephone service only;

c. "person" includes an individual, a firm, a company, a corporation, an estate, an association of persons, a sequestrator, a trustee in bankruptcy, a liquidator, a fiduciary trustee, an administrator or an agent;

d. "sale price" or "purchase price" means a price in money, and also the value of services rendered, the actual value of the thing exchanged, and other consideration or prestations accepted by the vendor as price of the thing covered by the contract of sale. They shall include the charges for the installation of the thing sold, for interest, for finance, for service, for customs, for excise and for transportation, even when such are not shown separately on the invoice or in the vendor's books;

e. "sale" includes a sale pure and simple, a conditional sale, a sale by instalments, an exchange, a lease or any other contract whereby at a price or other consideration a person delivers or binds himself to deliver, to another, moveable property;

f. "retail sale" means a sale made to a purchaser or user for purposes of consumption or use, and not for resale;

g. "user" means any person who, within the territory, utilises any moveable property for his own use or for that of other persons at his expense;

h. "vendor" means any person who sells moveable property at a retail sale in the territory, for purposes of consumption or use and not for resale;

i. "territory" means the territory included within the limits of the city of Sherbrooke;

j. "city" means the city of Sherbrooke.

2. The Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke may impose by by-law and levy, from the first of May, 1949, inclusive, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax" not exceeding one per cent of the sale or purchase price, retail, except the exemptions hereinafter enumerated, of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and

"city".
Sales tax
authoriz-
ed.

pris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, et le service de téléphone vendus dans les limites du territoire.

Ventes à l'extérieur.

Sujet aux exceptions du paragraphe 3, la taxe peut être également imposée et prélevée dans le cas d'une vente faite en dehors dudit territoire, que l'acheteur réside ou ait sa place d'affaires dans ledit territoire ou en dehors pourvu que, dans ce cas, la chose qui fait l'objet dudit contrat se trouve dans ledit territoire soit lors de la vente ou soit lors de la livraison, sauf si elle n'y est apportée que pour fins de livraison ou que la chose qui se trouve dans ledit territoire ait été transportée en dehors de ce territoire dans le but d'éviter le paiement de la taxe.

Automobiles, etc.

La taxe peut être également imposée et prélevée lorsqu'il s'agit d'une vente d'un véhicule automobile, tel que défini dans la Loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), d'un piano, d'un réfrigérateur électrique ou d'un radio ou de toute autre marchandise que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke pourra déterminer par règlement, à un acheteur qui a son domicile ou sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans ledit territoire, quel que soit l'endroit, en dehors dudit territoire, où la vente ou la livraison a lieu.

Exceptions.

3. La présente taxe ne s'applique pas:

- a) aux obligations et actions de corporations;
- b) à tous autres titres, valeurs mobilières ou monnaies;
- c) à toutes transactions faites par l'entremise de Canadian Commodity Exchange Inc.;
- d) aux créances, droits d'action, droits incorporels, annuités, primes d'assurances;
- e) à la bière et au tabac;
- f) à la gasoline et au kérozène ("huile de charbon");
- g) aux denrées alimentaires, à l'exclusion des friandises et des pâtisseries;
- h) aux provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un pépiniériste, un aviculteur ou un apiculteur, et provenant de son exploitation;

electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold in the limits of the territory.

Subject to the exceptions in paragraph 3, the tax may also be imposed and levied in the case of a sale made outside of the said territory, whether the purchaser resides or has his place of business in the said territory or outside thereof, provided that in such case the thing covered by the said contract is within the said territory, either at the time of the sale or at the time of the delivery, except if it is brought therein for purposes of delivery only, or that the thing which is in the said territory has been carried out of the said territory with the intention of evading the payment of the tax.

Sales outside territory.

The tax may also be imposed and levied in the case of the sale of a motor vehicle, as defined in the Motor Vehicle Act (Revised Statutes, 1941, chapter 142), a piano, an electric refrigerator or a radio or of any other merchandise that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke may determine by by-law, to a purchaser who has his domicile or ordinary residence or place of business in the said territory, whatever be the place, outside of the said territory, where the sale or delivery is made.

Motor vehicles, etc.

3. This tax shall not apply to the following: Exceptions.

- a. Bonds and shares of a corporation;
- b. All other intangible property, all securities, all moneys;
- c. All transactions made through the Canadian Commodity Exchange Inc.;
- d. All debts, right of action, incorporeal rights, annuities, insurance premiums;
- e. Beer and tobacco;
- f. Gasoline and kerosene (coal oil);
- g. Foodstuffs, not including candies and confectioneries;
- h. Provisions or merchandise sold by a farmer, horticulturist, nurseryman, aviculturist or apiculturist and produced through the pursuit of his undertaking;

i) aux outils, instruments aratoires, outillages de ferme, tracteurs, véhicules à traction animale, et à leurs pièces de rechange, acquis par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme, ni aux chevaux, harnais, bestiaux, fils métalliques ou treillis pour clôtures, également achetés par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme;

j) aux bateaux, filets de pêche et autres agrès de pêche achetés par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier;

k) à l'eau naturelle, distillée ou ozonisée;

l) aux médicaments livrés sur prescription de médecin; aux membres artificiels et aux appareils d'orthopédie;

m) aux prix des places en tramways, autobus, bateaux, chemins de fer ou autres moyens de transport terrestre, naval ou aérien, ni aux taux de péage;

n) aux prix d'admission à un lieu d'amusement, défini par la Loi des droits sur les divertissements (chap. 85) et amendements);

o) aux ventes au gouvernement fédéral ou au gouvernement provincial;

p) aux ventes faites à la fabrique ou aux syndics d'une paroisse, ou à une société ou compagnie de cimetièr, à un hôpital, pour les fins de leur œuvre, ni aux ventes faites par eux;

q) aux ventes faites par autorité de justice;

r) aux ventes faites par toute personne exploitant un commerce dans le territoire lorsque la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors du territoire pour consommation ou usage en dehors du territoire;

s) aux repas;

t) aux périodiques et livres imprimés; aux fournitures de classe, sans y comprendre les crayons automatiques et plumes réservoir;

u) aux messages télégraphiques;

v) aux grains et moutures, graines de semence, fertilisants, insecticides et fongicides, aux savons et autres produits servant au nettoyage, ni aux tuyaux de drainage pour fins agricoles;

w) au charbon, au bois de chauffage et à la glace;

x) aux vêtements d'enfants et chaussures d'enfants;

i. Tools, farm implements, farm machinery, tractors, animal-drawn vehicles, and parts for the same, acquired by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm; horses, harness for horses, livestock, metal wire or netting for fences, also purchased by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm;

j. Boats, fishing nets and any other fishing apparatus purchased by a *bona fide* fisherman to be used in his trade;

k. Natural water, distilled water and ozonized water;

l. Medicaments delivered on doctors' prescription; artificial limbs and orthopaedic appliances;

m. Fares on tramways, autobuses, boats, railroads or other transportation systems by land, water or air and toll fares;

n. Price of admission to places of amusement, as defined by the Amusement Tax Act (chapter 85) and amendments;

o. Sales to the Federal Government or to the Provincial Government;

p. Sales made to a "fabrique" or the trustees of a parish or to a cemetery society or company or to a hospital, for the purposes of their work, and sales made by them;

q. Sales by judicial authority;

r. Sales made by any person carrying on business in the territory, when the merchandise thus sold is shipped outside of the territory, for consumption or use outside of the territory;

s. Meals;

t. Printed books and periodicals; classroom supplies, not including automatic pencils or fountain-pens;

u. Telegraphic messages;

v. Grain and mill feeds, seeds, fertilizers, insecticides and fungicides, soaps and other products used for cleaning; drain tiles for agricultural purposes;

w. Coal, firewood and ice;

x. Children's clothing and children's footwear;

y) aux ventes pour un prix de dix cents ou moins.

Ventes
avant mai
1949, etc.

La taxe n'est pas exigible lorsque la vente a été faite de bonne foi avant le premier mai 1949. La taxe n'est pas exigible lorsqu'il s'agit d'achats faits pour exécuter un contrat d'entreprise à forfait passé avant le premier mai 1949, et si elle a été payée, le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke est autorisé à faire remise.

Excep-
tion.

Cependant, toute marchandise livrée après le 1er mai 1949, en raison d'un contrat à forfait ou d'un contrat de livraison passé avant le 1er mai 1949, est assujettie à la taxe.

Ventes
annulées.

Quant une vente est annulée, la taxe n'est prélevée que sur la partie du prix gardée par le vendeur. Il en est de même lorsque la chose vendue est retournée ou refusée.

Échan-
ges.

Lorsqu'une personne donne en échange pour partie du prix d'une marchandise qu'elle achète, une autre marchandise de même espèce, la taxe n'est payable que sur la balance du prix d'achat.

Percep-
tion.

4. La taxe doit être payée par l'acheteur lors de la vente, que le prix soit stipulé payable comptant, à terme ou par versements, et doit être perçue par le vendeur qui est constitué par le présent article l'agent du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke pour la percevoir. Cet agent doit tenir un compte de la taxe de vente perçue et à percevoir et faire remise de la taxe perçue au Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, le tout suivant les dispositions des règlements que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke adoptera en vertu du présent article.

Recours
du ven-
deur.

Pour percevoir cette taxe, le vendeur a contre son acheteur le même recours que pour son prix de vente.

Vendeur
hors du
territoire.

5. Le vendeur, qui a sa place d'affaires ou son établissement de commerce en dehors du territoire n'est pas tenu de percevoir la taxe même si la vente est faite à un acheteur ayant son domicile, sa résidence ou sa place d'affaires dans le territoire.

Paiement
direct.

Dans tous les cas où la taxe est payable et que le vendeur n'est pas obligé de la

y. Sales for a price of ten cents or less.

The tax is not exigible when the sale has been effected in good faith before the 1st of May, 1949. The tax is not exigible in the case of purchases made to carry out a contract for an undertaking by the job entered into before the 1st of May, 1949, and, if paid, the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke is authorized to remit the same.

Sales
before
May,
1949, etc.

Nevertheless, any goods delivered, after the 1st of May, 1949, under a contract by the job or under a contract for delivery entered into prior to the 1st of May, 1949, shall be subject to the tax.

Excep-
tion.

When a sale is annulled, the tax is levied only on that part of the price retained by the vendor. The case is the same when the thing sold is returned or refused.

Sale an-
nulled.

When a person gives in exchange, for part of the price of merchandise purchased by him, other merchandise of the same kind, the tax shall be payable only on the balance of the purchase price.

Exchan-
ge.

4. The tax shall be paid by the purchaser at the time of the sale, whether the price is stipulated payable cash, on terms or by instalments, and shall be collected by the vendor who is constituted by this section the agent of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke for the collection of the same. This agent shall keep an account of the tax collected and to be collected and shall remit the tax collected to the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke, according to the provisions of the by-laws which the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke shall adopt in virtue of this section.

Collection
of tax.

For the collection of this tax, the vendor has the same recourse against the purchaser as for his sale price.

Vendor's
recourse.

5. A vendor having his place of business or commercial establishment outside of the territory shall not be bound to collect the tax even if the sale be made to a purchaser having his domicile, residence or place of business in the territory.

Vendor
outside
territory.

In all cases in which the tax is payable and the vendor is not obliged to collect it,

Direct
payment.

percevoir, cette taxe doit être payée par l'acheteur au Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke.

Conven-
tion entre
municipa-
lités.

Cependant, si le vendeur a son établissement ou place d'affaire dans une ville ou municipalité qui perçoit déjà une taxe sur les ventes en détail, le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke pourra conclure une entente avec telle ville ou municipalité aux fins de l'autoriser à percevoir la taxe qui serait autrement payable par l'acheteur au Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke comme si la vente eût été faite dans les limites mentionnées dans le présent article.

Vente de
plusieurs
objets.

6. Si une vente comprend plusieurs articles ou objets, la taxe est calculée sur le total du prix des articles ou objets compris dans ladite vente et non sur le prix de chaque article ou objet séparément.

Computa-
tion.

Dans la computation de la taxe, toute fraction d'un sou est comptée pour un sou entier que l'acheteur doit payer.

Privilège.

7. Toute personne chargée de percevoir la taxe devient débitrice envers le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke du montant de la taxe qu'elle a perçue. La créance du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke contre telle personne constitue une créance privilégiée sur les biens meubles et effets mobiliers de cette personne et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière imposée par le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke.

Paiement
obligatoi-
re.

8. Il est défendu à toute personne d'acheter au détail, dans les cas prévus au présent article, sans payer au vendeur, lors de l'achat, la taxe imposée, et il est défendu au vendeur de faire remise directement ou indirectement de la taxe à l'acheteur.

Idem.

Il est défendu à tout vendeur d'annoncer ou de faire savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe, dont l'imposition est autorisée par le présent article, ne sera pas payable ou payée par l'acheteur.

such tax must be paid by the purchaser to the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke.

If, however, the vendor has his establishment or place of business in a town or municipality which already collects a tax on retail sales, the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke may arrange with such town or municipality to be authorized to collect the tax which, otherwise, would be payable by the purchaser to the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke, as if the sale had been made in the limits mentioned in this section.

Inter-
municipal
agree-
ments.

6. If a sale includes several articles or objects, the tax is computed on the total of the price of the articles or objects included in the said sale and not on the price of each article or object separately.

Several
articles
sold.

In the computation of the tax, any fraction of a cent is counted as a whole cent, which the purchaser shall pay.

Computa-
tion.

7. Any person entrusted with the collection of the tax shall become a debtor of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke for the amount of the tax collected. The claim of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke against such person shall constitute a privileged claim on the moveables and moveable effects of such person and shall have the same rank as any other personal or moveable tax imposed by the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke.

Privilege.

8. It shall be unlawful for any person to make a retail purchase, in the cases provided in this section, without paying to the vendor, at the time or purchase, the tax imposed and it shall be unlawful for the vendor to remit the tax to the purchaser, either directly or indirectly.

Obligato-
ry pay-
ment.

It shall be unlawful for any vendor to advertise or let it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax the imposition whereof is authorized by this section shall not be payable or paid by the purchaser.

Idem.

Règle-
ments de
percep-
tion.

9. Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke peut, en tout temps, adopter les règlements et autres mesures qu'il jugera nécessaires ou utiles pour assurer la perception de la taxe qu'il imposera, et sans restreindre la portée de la disposition qui précède, pour définir ce qui constitue, pour les fins du présent article et de l'imposition de la taxe, une vente ou un achat en détail; pour déterminer sur quel montant doit être comptée la taxe lorsque le prix payable par l'acheteur comprend en même temps le prix ou la valeur du travail fourni par le vendeur ou de l'usage d'un objet fourni par ce dernier; pour obliger tout vendeur à ajouter sur ses factures le montant de la taxe payable ou payée par l'acheteur; pour obliger toute personne chargée de percevoir la taxe à tenir, de la manière indiquée par le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et jour par jour, un compte séparé de la taxe perçue et à percevoir, à lui faire rapport par écrit, sous serment, aux dates qu'il fixera et suivant les formules qu'il fournira, à lui faire remise de la taxe perçue aux dates et de la manière qu'il déterminera, à laisser visiter son ou ses établissements, à laisser examiner ses livres ou autres documents par son secrétaire-trésorier ou par toute personne le représentant, pour vérifier si les prescriptions du présent article et des règlements adoptés par lui sont observés et pour établir le montant de la taxe perçue et à percevoir; et pour obliger toute personne ainsi que ses officiers et employés à fournir au secrétaire-trésorier du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke ou à ses représentants tous renseignements qu'ils pourront exiger.

Adoption
et effet du
règlement.

Tout règlement autorisé par le présent article pourra être adopté par le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke sans qu'il soit nécessaire d'en donner préalablement avis et dès qu'il sera adopté, tel règlement, après avoir été publié deux jours consécutifs dans un journal de langue française et dans un journal de langue anglaise publiés à Sherbrooke, aura dans le territoire effet et force obligatoire.

By-laws
for collect-
ing tax.

9. The Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke may at any time adopt the by-laws and other measures which it may deem necessary or useful to assure the collection of the tax which it shall impose and, without limiting the scope of the foregoing provision, to define what constitutes, for the purposes of this section and for the imposition of the tax, a retail sale or purchase; to determine upon what amount the tax shall be computed when the price payable by the purchaser includes at the same time the price or the value of the work furnished by the vendor or of the use of an article furnished by the latter; to oblige every vendor to add to his invoices the amount of the tax payable or paid by the purchaser; to oblige any person entrusted with the collection of the tax to keep, in the manner indicated by the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke and day by day, a separate account of the tax collected and to be collected, to make a written report to it, under oath, on the dates which shall be fixed and on the forms which shall be supplied by it, to remit to it the tax collected, on the dates and in the manner determined, to allow his establishment or establishments to be visited, to allow his books and other documents to be examined by its secretary-treasurer or by any person representing him, in order to verify if the provisions of this section and of the by-laws adopted by it are complied with and to establish the amount of the tax collected and to be collected; and to oblige every person as well as his officers and employees to furnish to the secretary-treasurer of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke or his representatives any information they may require.

Any by-law authorized by this section may be adopted by the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke without it being necessary to give prior notice thereof and, as soon as it shall have been adopted, after having been published for two consecutive days in one newspaper published in French and in one newspaper published in English, in Sherbrooke, such by-law shall have force and effect within the territory.

Adoption
and effect
of by-
law.

Serment.

10. Toute personne, tenue de fournir au Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke un rapport sous serment, pourra prêter ce serment devant un notaire public ou un commissaire de la Cour supérieure pour le district de Saint-François, devant le trésorier de la cité de Sherbrooke ou son assistant, devant le greffier de la cité de Sherbrooke, ou devant le secrétaire-trésorier du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, lesquels sont autorisés, par le présent paragraphe, à recevoir tel serment.

10. Every person required to furnish to the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke a report under oath may take such oath before a notary public or a commissioner of the Superior Court for the district of St. Francis, before the treasurer of the city of Sherbrooke or his assistant, before the clerk of the city or Sherbrooke, or before the Secretary-Treasurer of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke, who are hereby authorized to receive such oath.

Taking
oath.Montant
dû au bu-
reau.

11. Si le vendeur ne fait pas le rapport exigé, le secrétaire-trésorier du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke établit, au meilleur de sa connaissance, le montant de la taxe perçue et à percevoir ou à payer, lequel montant ainsi établi est alors considéré être le montant véritable dû au Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke. La preuve que le montant ainsi établi n'est pas exact est à la charge du débiteur.

11. If the vendor does not make the report required, the secretary-treasurer of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke shall establish, to his best knowledge, the amount of the tax collected and to be collected or to be paid, which amount so established shall then be considered as being the actual amount due to the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke. The burden of proof that the amount so established is not correct shall be upon the debtor.

Amount
due to
Board.Peines
pour in-
fractions.

12. Toute personne, qui étant l'agent du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke pour les fins du présent article, refuse ou néglige de percevoir la taxe imposée ou d'en tenir compte, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins cinq dollars mais n'excédant pas mille dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

12. Every person who, being the agent of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke, for the purposes of this section, refuses or neglects to collect the tax imposed or to keep an account thereof, infringes this section and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the costs, to a fine of at least five dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding three months.

Offence
and
penalty.

Idem.

Toute personne qui fait un achat tel que prévu au présent article sans payer la taxe imposée, commet une infraction et est passible pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe et des frais, d'une amende n'excédant pas cent dollars, et à défaut de paiement de la taxe imposée, de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Every person making a purchase as provided for in this section, without paying the tax imposed commits an infringement to this section and shall be liable for each infringement, in addition to the payment of the tax and of the costs, to a fine not exceeding one hundred dollars, and, in default of payment of the tax imposed, the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Idem.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke

Every person who, being the agent of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke for

Idem.

pour les fins du présent article, annonce ou fait savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe imposée ne sera pas payée par l'acheteur, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cent dollars en sus des frais et, à défaut de paiement de ladite amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Peines
pour in-
fraction.

Toute personne qui, étant l'agent du Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Sherbrooke pour les fins du présent article, fait remise à l'acheteur de la taxe que ce dernier doit payer, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins dix dollars, et d'au plus cinq cents dollars, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui, étant l'agent du Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Sherbrooke pour les fins du présent article, refuse ou néglige de remettre au Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, la taxe qu'elle a perçue, commet une infraction au présent article et est passible, pour chaque infraction, en sus du paiement de la taxe perçue et des frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus mille dollars et à défaut de paiement de l'amende et des frais et de la taxe perçue, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Récidive.

Dans le cas de récidive pour chacune des infractions définies au présent paragraphe 12, le maximum de l'amende et de l'emprisonnement sera du double de celui prévu précédemment.

Amende.

13. Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke peut, par tout règlement passé en vertu du présent article, imposer pour toute autre infraction que celles définies au paragraphe 12 ci-dessus, par toute personne à tel règlement une amende de pas plus de cinquante dollars pour chaque infraction.

Obliga-
tions du
contreve-
nant.

14. Le paiement des amendes et pénalités, imposées par le présent article et par

the purposes of this section, advertises or lets it be known to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax imposed shall not be paid by the purchaser, infringes this section and shall be liable, for each infringement, to a fine of at least ten dollars and of not more than one hundred dollars in addition to the costs, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being the agent of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke for the purpose of this section, remits to the purchaser the tax which the latter is to pay infringes the said sections and shall be liable, for each infringement, in addition to the costs, to a fine of at least ten dollars and of not more than five hundred dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Offence
and penal-
ty.

Every person who, being the agent of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke for the purposes of this section, refuses or neglects to remit to the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke the tax which he has collected, infringes the said sections and shall be liable, for each infringement, in addition to the payment of the tax collected and of the costs, to a fine of at least ten dollars and of not more than one thousand dollars, and, in default of payment of the fine and costs and of the tax collected, to an imprisonment not exceeding three months.

Subse-
quent of-
fence.

In the event of a repetition of any of the infringements defined in this paragraph 12, the maximum fine and imprisonment shall be double that above provided.

13. The Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke may, by by-law passed under this section impose for any infringement, other than those defined in the preceding paragraph 12, of such by-law by any person, a fine of not more than fifty dollars for each infringement.

Offend-
er's obli-
gations.

14. The payment of the fines and penalties imposed by this section and by any

tout règlement adopté par le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke ne libérera pas le contrevenant de l'accomplissement des obligations et devoirs qui lui sont imposés par le présent article et par les règlements.

Infraction
par com-
pagnie.

15. Lorsqu'une infraction à l'un des règlements du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke est commise par une compagnie ou une corporation, l'amende que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke peut imposer pourra être pour un montant double de celui qu'il peut imposer à une autre personne.

Récidive.

16. Dans le cas de récidive, le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke peut également imposer, pour chaque infraction à ses règlements, des amendes et pénalités plus fortes, pourvu que le montant de l'amende n'excède pas, dans chaque cas, cent dollars, et que le terme d'emprisonnement n'excède pas trois mois.

Délai.

17. Il sera loisible à la cour d'accorder au contrevenant un délai n'excédant pas quinze jours pour acquitter le montant de l'amende infligée et des frais.

Juridic-
tion.

18. La Cour de magistrat de district de juridiction pénale et criminelle du district de Saint-François, ainsi que la Cour des sessions de la paix du district de Saint-François ont juridiction pour entendre et juger toute action intentée par le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, soit en vertu du présent article, soit en vertu de tout règlement que cet article autorise pour le recouvrement de ladite taxe, soit du vendeur pour ce qu'il a perçu, soit de l'acheteur, et des amendes imposées par tout tel règlement et par le présent article quelque soit le montant de cette taxe et de ces amendes et quel que soit le lieu du domicile, de la résidence, ou de la place d'affaire du défendeur.

Idem.

Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke peut également intenter toute telle action soit devant la Cour de magistrat du district de Saint-François, ou soit devant la Cour supérieure du district de Saint-François, suivant le montant ré-

by-law adopted by the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke shall not exempt the offender from the carrying out of the obligations and duties imposed upon him by this section and by the by-laws.

15. When an infringement of one of the by-laws of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke is committed by a company or a corporation, the fine which the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke may impose may be double the amount of that which may be imposed on another person.

Offence by
company.

16. In the case of subsequent offences, the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke may also impose, for each infringement of its by-laws, heavier fines and penalties, provided the amount of the fine do not exceed in each case one hundred dollars and the term of imprisonment do not exceed three months.

Subse-
quent
offence.

17. It shall be lawful for the court to grant to the offender a delay not exceeding fifteen days to pay the amount of the fine imposed and the costs.

Delay.

18. The District Magistrate's Court with penal and criminal jurisdiction in the district of St. Francis, as well as the Court of the Sessions of the Peace of the district of St. Francis have jurisdiction to hear and adjudicate upon any action taken by Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke either in virtue of this section or in virtue of any by-law authorized by the said sections, for the recovery of the said tax either from the vendor for what he has collected, or from the purchaser, and of the fines imposed by any such by-law and by this section, whatever may be the amount of such tax and of such fines and whatever may be the place of domicile or residence or the place of business of the defendant.

Jurisdic-
tion.

The Board of Roman Catholic School Commissioners may also bring any such action before the Magistrate's Court of the district of St. Francis or before the Superior Court of the district of St. Francis, according to the amount claimed, whatever may be the place of domicile or

Idem.

clamé quel que soit le lieu du domicile, de la résidence ou de la place d'affaires du défendeur. Telle action sera réputée matière sommaire et les articles 1151 à 1163, sauf le premier paragraphe de l'article 1153 du Code de procédure civile, s'appliqueront. Telle action sera aussi entendue par préséance.

Responsabilité pour employés.

19. La vente faite par l'un des employés ou représentants du vendeur est censée faite par le vendeur lui-même. De même l'achat fait par l'un des employés ou représentants de l'acheteur est censé fait par l'acheteur lui-même. Dans ces cas, tous les recours, que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke peut exercer en vertu du présent article ou des règlements que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke pourra adopter, pourront l'être contre le vendeur ou l'acheteur personnellement selon le cas.

Prescription.

20. Le délai de prescription pour toute taxe recouvrable en vertu du présent article est de trois ans. Pour les amendes et pénalités pour infraction au présent article ou aux règlements adoptés par le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke en vertu du présent article il sera d'un an à compter du jour où l'infraction a été commise.

Indemnité au vendeur.

21. Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke peut indemniser le vendeur jusqu'à concurrence de cinq pour cent du montant de la taxe qu'il perçoit pour le surcroît de travail que la perception et la remise de cette taxe lui occasionnent.

Conventions autorisées.

22. Le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke est autorisé à faire des conventions avec le Trésorier de la province pour la perception de la taxe de vente imposée en vertu du présent article.

Stipulations.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la "Loi de l'impôt sur la vente en détail" (Statuts refondus, 1941, chapitre 88).

of residence or the place of business of the defendant. Such action shall be considered as a summary action and articles 1151 to 1163, with the exception of the first paragraph of article 1153, of the Code of Civil Procedure, shall apply. Such action shall also be heard by precedence.

Responsibility for employees.

19. The sale made by one of the employees or representatives of the vendor shall be deemed as having been made by the vendor himself. In the same manner the purchase made by one of the employees or representatives of the purchaser shall be deemed as having been made by the purchaser himself. In such cases, all recourses which the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke may exercise under this section, or the by-laws which the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke may adopt, may be exercised against the vendor or the purchaser personally, as the case may be.

Prescription.

20. The delay for the prescription of any tax recoverable under this section is of three years. For the fines and penalties imposed for the infringement of this section or of the by-laws adopted by the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke in virtue of this section, such delay shall be of one year from the date when the infringement was committed.

Compensation to vendor.

21. The Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke may compensate the vendor, to the extent of five per cent of the amount collected by him, for the additional work which the collection and the remittance of this tax may cause him.

Agreements authorized.

22. The Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke is authorized to enter into agreements with the Provincial Treasurer for the collection of the sales tax imposed under this section.

Stipulations.

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88).

Droits transférés. Ces conventions pourront autoriser le Trésorier de la province à exercer les droits du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke pour la perception de la taxe de vente payable au Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et les poursuites pour infractions au présent article.

Idem. 23. Si la perception de cette taxe est faite par le trésorier de la province en vertu d'une ou de plusieurs conventions intervenues entre le trésorier de la province et le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, ce dernier conserve contre l'acheteur qui a refusé ou négligé de payer la taxe son recours en recouvrement de cette taxe, et cette créance est privilégiée sur les biens et effets mobiliers de l'acheteur et prend le même rang que toute autre taxe personnelle ou mobilière due au Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke.

Partage. 24. Le revenu annuel perçu par le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke provenant de ladite taxe sera, après déduction des dépenses encourues par ledit Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par ledit Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke entre lui et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, au prorata du nombre d'enfants âgés de cinq à seize ans de chacune des dénominations religieuses catholiques romaine et protestante respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune d'elles.

Entrée en vigueur. 2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Such agreements may authorize the Provincial Treasurer to exercise the rights of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke for the collection of the sales tax payable to the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke and the actions for infringements of this section.

Idem. 23. If the collection of this tax is made by the Provincial Treasurer under one or more agreements entered into between the Provincial Treasurer and the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke the latter retains against the purchaser who has refused or neglected to pay the tax its recourse for the recovery of such tax, and such claim shall be privileged on the moveables and moveable effects of the purchaser and shall have the same rank as any other personal or moveable tax due the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke.

Share. 24. The annual revenue collected by the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke from the said tax, shall, after deduction of the expenses incurred by the said Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke for the imposition and collection of such revenue, be shared every three months by the said Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke between itself and the Board of Protestant School Commissioners of the city of Sherbrooke proportionately to the number of children from five to sixteen years of age of the Roman Catholic or Protestant, religious denomination, respectively, residing in the territory common to both.

2. This act shall come into force on the day of its sanction. **Coming into force.**